



Conseil de sécurité

Soixante et unième année

Provisoire

5413^e séance

Mardi 18 avril 2006, à 15 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Wang Guangya	(Chine)
<i>Membres :</i>	Argentine	M. Mayoral
	Congo	M. Ikouebe
	Danemark	M. Faaborg-Andersen
	États-Unis d'Amérique	M. Bolton
	Fédération de Russie	M. Denisov
	France	M. de La Sablière
	Ghana	Nana Effah-Apenteng
	Grèce	M. Vassilakis
	Japon	M. Oshima
	Pérou	M. de Rivero
	Qatar	M. Al-Qahtani
	République-Unie de Tanzanie	M. Mahiga
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	M. Thomson
	Slovaquie	M. Burian

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

Le Président (*parle en chinois*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Salim A. Salim, Envoyé spécial de l'Union africaine pour les pourparlers de paix intersoudanais sur le Darfour et médiateur en chef.

Il en est ainsi décidé.

J'invite M. Salim à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres sont saisis du rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour, document S/2006/218.

Je voudrais également attirer l'attention des membres du Conseil sur le document S/2006/156, qui contient une lettre datée du 10 mars 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Salim A. Salim, Envoyé spécial de l'Union africaine pour les pourparlers de paix intersoudanais sur le Darfour et médiateur en chef.

Je donne la parole à M. Salim.

M. Salim (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose vous exprimer, Monsieur le Président, ainsi qu'à vos collègues du Conseil, ma profonde gratitude pour m'avoir une fois de plus convié à venir ici vous informer sur l'état d'avancement des pourparlers de paix intersoudanais sur le Darfour (Soudan) qui se déroulent actuellement à Abuja, au Nigéria. Le fait que le Conseil m'ait à nouveau invité à New York pour lui faire un exposé montre clairement la préoccupation collective de la communauté internationale face aux

souffrances de la population du Darfour et la détermination du Conseil de rester au fait des processus en cours, en particulier la conclusion rapide et fructueuse des pourparlers de paix.

Depuis mon dernier exposé au Conseil il y a trois mois, des faits nouveaux importants sont survenus dans les efforts visant à parvenir à un accord de paix global sur le Darfour. Cet accord est à l'évidence à portée de main, même s'il reste encore beaucoup de travail à réaliser.

Nous allons très bientôt présenter une série de propositions de compromis représentant des options justes et équilibrées permettant de mettre un terme au conflit au Darfour et de mettre en place les mécanismes nécessaires pour veiller à ce qu'en fin de compte, une paix juste et durable puisse régner dans cette région agitée.

Le 6 avril dernier, j'ai eu l'occasion d'informer la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africain à Addis-Abeba et de participer à un débat constructif sur la meilleure manière de soutenir l'élan acquis par le processus. Mon analyse personnelle, à l'issue de cette réunion, est que l'Afrique attend avec impatience la réalisation d'un règlement politique et négocié du conflit du Darfour. La visite qu'a ensuite effectuée à Abuja M. Denis Sassou-Nguesso, Président de la République du Congo et Président en exercice de l'Union africaine, les 8 et 9 avril derniers, a été une manifestation concrète de cette préoccupation et a clairement montré la détermination de l'Afrique de soutenir nos efforts de médiation. Dans l'intervalle, notre hôte au Nigéria, le Président Olusegun Obasanjo, continue de nous apporter tout son soutien.

Pris ensemble, ces faits montrent bien le désir sincère des dirigeants et, en fait, de l'Afrique tout entière de tout mettre en œuvre pour régler les problèmes du Darfour. En cela, il existe une convergence entre le Conseil et l'Afrique dont on ne peut que se féliciter.

Lors de mon dernier exposé au Conseil en janvier, j'ai exprimé ma frustration face au rythme atrocement lent des négociations et à l'absence apparente de confiance entre les parties. Cette fois, je dois dire que la situation évolue, même si elle ne le fait pas aussi vite que nous l'aurions souhaité. Nous continuons d'être freinés par le refus ou l'incapacité des parties de faire des concessions significatives et par la profonde méfiance et la suspicion mutuelle qui

impègnent leurs relations. Alors que nous entrons dans la dernière ligne droite de ces négociations marathon, les appréhensions des parties n'ont fait, ce qui est bien compréhensible, que s'accroître. Nous devons par conséquent nous attendre à de nouvelles hésitations frustrantes alors qu'elles réfléchissent sur les compromis et l'accord et, en termes plus généraux, sur ce que l'avenir leur réserve directement ainsi qu'à ceux qu'ils représentent.

Lorsque j'ai quitté Abuja samedi dernier, nous avons systématiquement et progressivement épuisé tous les arguments sur les questions fondamentales du partage du pouvoir et des richesses. J'ai plus particulièrement eu l'impression que nous pourrions être en mesure de réaliser des progrès dans les négociations sur les arrangements de sécurité, de sorte que la dernière, et incontestablement la plus importante, pièce du puzzle, à savoir les questions relatives au statut définitif, pourrait être abordée dans un proche avenir.

Ces derniers jours, le Vice-Président du Soudan, M. Ali Osman Taha, était avec nous à Abuja à la tête d'une délégation de haut niveau du Gouvernement d'unité nationale du Soudan. En fait, j'ai dû, tout à fait à contrecœur, quitter M. Taha à Abuja en raison de l'engagement que j'avais au préalable pris et par deux fois repoussé de venir informer le Conseil. La visite du Vice-Président a été extrêmement utile pour faire avancer le processus. Tous les dirigeants des mouvements présents au Darfour étaient également là, accompagnés de leurs principaux conseillers, lorsque j'ai quitté Abuja. Pour la première fois, il y a des discussions bilatérales directes et intenses entre les parties, ainsi que des réunions organisées par la médiation, suite à l'élan imprimé par l'initiative du Président Sassou-Nguesso et du Président Obasanjo. Le conflit au Darfour, qui a causé tant de souffrances et d'effusions de sang, semble enfin prêt pour un règlement, et, au sein de la médiation de l'Union africaine, nous sommes prêts à guider les parties sur cette difficile et délicate dernière ligne droite au cours des prochaines semaines.

Sur une question connexe, je voudrais féliciter le Premier Vice-Président du Soudan, M. Salva Kiir, et la direction du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) pour la participation de leurs représentants et pour la manière dont ils ont facilité le processus aux côtés du Vice-Président Ali Osman Taha à Abuja. Leur profonde connaissance de la situation,

leur vaste expérience et leurs idées novatrices se sont avérées très utiles pour donner confiance aux mouvements présents et imprimer ainsi aux pourparlers un nouvel élan bien nécessaire.

Je suis personnellement convaincu que nous sommes à présent en mesure de présenter aux parties un ensemble de propositions de grande portée avant la fin du mois d'avril, comme nous y ont invités le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africain et le Conseil de sécurité, il y a quelques jours seulement. Ces propositions couvriront les questions du partage du pouvoir et des richesses, des arrangements de sécurité et du dialogue et des consultations interdarfouriens, ainsi que les mécanismes et les modalités de mise en œuvre.

Au centre de nos propositions se trouve une formule de partage du pouvoir. Nous avons écouté attentivement les parties sur une série de questions concernant la représentation du Darfour à la présidence, dans l'exécutif national et à l'Assemblée nationale; le statut du Darfour au sein du Soudan et la constitution des gouvernements des trois états du Darfour. Nous les avons également entendues sur la question de la représentation équitable des Darfouriens dans les institutions nationales soudanaises et au sein des commissions prévues au titre de l'Accord de paix global.

Le Gouvernement soudanais commence à montrer une certaine souplesse sur ces questions, et nous espérons que les divergences pourront être réduites. Il faut que les mouvements avancent dans la même direction alors que nous nous efforçons de répondre à leurs préoccupations. Les propositions de la médiation dépendront de la souplesse manifestée par le Gouvernement et de la manière dont nous comprendrons les craintes et les aspirations légitimes des mouvements et des habitants du Darfour en général, ainsi que de la nécessité impérieuse de trouver une formule juste et durable pour régler les problèmes qui sont au cœur de ce conflit terrible au Soudan.

En présentant ces propositions, nous continuons d'être surtout guidés par le principe de l'équité. Nous sommes déterminés à ne présenter aucune proposition de partage des pouvoirs qui ne permettrait pas à la population du Darfour de bénéficier d'une représentation juste et effective au sein des institutions nationales soudanaises en vue de mettre un terme à sa marginalisation.

Quant au partage des richesses, il y a quatre questions en suspens : l'aide à fournir aux personnes déplacées dans le pays et aux réfugiés pour leur permettre de retrouver leur source de revenus, les modalités du transfert du Gouvernement national aux États, le financement de départ pour le fonds destiné à la reconstruction et au développement du Darfour et les dédommagements payés aux collectivités et aux personnes victimes du conflit.

Les compensations et les montants versés au fonds pour le Darfour sont deux des questions les plus controversées. Néanmoins, nous restons convaincus qu'avec l'engagement et la volonté politiques des parties, toutes ces questions peuvent être réglées sans plus de retard.

La sécurité est au cœur de la crise du Darfour. Ce n'est probablement pas une exagération que de dire que les mesures de sécurité feront ou déferont les négociations d'Abuja. Soyons clair : la guerre au Darfour n'est pas une guerre classique entre des armées opposées ni même une guerre entre des forces armées classiques et un mouvement de guérillas. Le Darfour accueille une myriade de milices armées et dangereuses, dont les Janjaouid, les mouvements armés qui sont fragmentés, des bandits de toutes sortes, des combattants étrangers et des forces tribales. Des mesures de sécurité, aussi bien en vue d'un cessez-le-feu immédiat que de dispositions à long terme pour le statut final, constituent une tâche complexe.

Notre équipe de médiation a fait des propositions sur des questions telles que le désengagement des forces, le redéploiement, le désarmement des Janjaouid, le contrôle et la neutralisation des milices, les opérations de police et le renforcement de la sécurité dans les camps pour les personnes déplacées, la sécurité des corridors servant pour la migration nomade et la démilitarisation des routes pour acheminer l'aide humanitaire. Chacune de ces questions nécessite des parties des décisions pour pouvoir avancer afin que nous puissions finalement obtenir un cessez-le-feu pouvant être respecté. Il n'y a ni solution rapide ni processus facile.

Toutefois, je suis heureux de faire savoir que nous avons commencé à réaliser des progrès – quoique lents – sur certains aspects des négociations relatives aux mesures de sécurité. Certaines des propositions à l'examen sont novatrices et devraient apporter une contribution véritable au renforcement de la stabilité et

de la sécurité des populations sur le terrain. La difficulté est d'entraîner les parties avec nous – en particulier les mouvements – qui nourrissent une méfiance profonde et invétérée pour les intentions véritables du Gouvernement et sa sincérité quant à la mise en œuvre de ce qui sera convenu.

Nos efforts et ceux de la communauté internationale pour donner des assurances et des garanties aux mouvements n'ont pas encore donné les résultats escomptés permettant d'arriver rapidement à un accord.

L'accord de cessez-le-feu amélioré qui est proposé précise que le contrôle et la neutralisation des Janjaouid et des milices insubordonnées est une condition préalable pour qu'il y ait un cessez-le-feu et un accord de paix au Darfour. Ces mesures doivent aller de pair avec les diverses phases de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu amélioré. Une des assurances que nous avons prises en compte dans l'accord est que chacune de ces mesures devront être contrôlées et vérifiées par la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS). C'est seulement après que chacune de ces mesures aura été exécutée de manière satisfaisante que les mouvements seront tenus de prendre des mesures réciproques de retrait et de redéploiement de leurs forces et d'accepter une maîtrise des armements limitée.

Au cours des discussions sur les mesures de sécurité globales, qui sont sur le point de s'ouvrir à Abuja – elles commenceront dès que nous aurons achevé les négociations sur le cessez-le-feu – nous établirons un lien entre le désarmement définitif des forces janjaouid et des milices et le rassemblement des forces des mouvements. De même, les processus parallèles de désarmement, de démobilisation et de réintégration devraient aller de pair avec l'intégration des ex-combattants des mouvements dans les forces armées soudanaises et autres services de sécurité sur la base des critères devant être convenus par les parties dans le cadre d'un accord global.

Alors que progressent les négociations sur les mesures de sécurité, nous appelons l'attention sur les difficultés que suppose la mise en œuvre d'un accord futur, avec toutes les responsabilités que cela entraînera pour l'Union africaine et l'ONU. Le Commandant de la force de la Mission de l'Union africaine au Soudan met actuellement au point un plan de mise en œuvre détaillé pour déterminer comment il

devra redéployer ses forces pour mener à bien les tâches additionnelles qui se présenteront dans le cadre de l'accord. À l'évidence, il y aura de nombreuses tâches complexes qui devront être accomplies par la MUAS au cours des premières phases de la mise en œuvre du cessez-le-feu prévu, notamment la vérification des positions de la force sur le terrain, le suivi du désengagement et du redéploiement et les patrouilles effectuées dans les zones démilitarisées et sur les routes pour l'acheminement humanitaire. En particulier, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur le rôle important qui devra être joué par la police civile de la MUAS pour assurer une surveillance et maintenir l'ordre dans d'autres lieux du Darfour et développer des capacités pour une police communautaire là où elle n'existe pas.

Les chefs d'États africains sont prêts à nous aider à participer personnellement et à fournir des troupes au Darfour pour instaurer la paix. Je suis ici pour implorer le Conseil de fournir tout l'appui nécessaire à la MANUS afin de veiller à ce que l'accord de cessez-le-feu, une fois signé, soit suivi par l'amélioration et la dotation en capacités et en pouvoirs de la MUAS afin de lui permettre d'assumer de responsabilités nouvelles. Je n'ai guère besoin de rappeler ce qui a été dit, à savoir que la MUAS, telle qu'elle est actuellement constituée, n'est pas dotée des capacités optimales pour s'acquitter de son mandat. Ce problème deviendra de plus en plus aigu avec les responsabilités nouvelles qui découleront d'un accord de cessez-le-feu global.

Il est inutile d'appeler à la conclusion rapide d'un accord si rien n'est fait pour dûment préparer la MUAS à son mandat élargi. L'appel que je lance au Conseil est de ne pas attendre que la transition ait lieu entre la MUAS et la force des Nations Unies pour renforcer les mécanismes de mise en œuvre de tout accord devant être conclu à Abuja. Il faut éviter les problèmes institutionnels et bureaucratiques et procéder à une planification véritable afin d'envisager comment aider concrètement la MUAS. Les enjeux sont trop importants au Darfour pour faire comme si de rien n'était.

L'accord de cessez-le-feu amélioré au Darfour qui est examiné par les parties est, à toutes fins utiles, un cessez-le-feu. C'est une feuille de route qui couvre trois quarts du chemin à parcourir vers un accord global sur les mesures de sécurité. Toutes les parties sont, de manière compréhensible, réticentes à signer ce

cessez-le-feu et à s'engager sur cette voie tant qu'elles ne seront pas certaines du dénouement. Ainsi, même si nous poursuivons nos négociations sur les modalités du cessez-le-feu, nous procédons à un examen sérieux des questions fondamentales relatives au statut définitif des forces ainsi que les questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Nous ne nous faisons, toutefois, aucune illusion quant au fait qu'un accord de paix global au Darfour, signé à Abuja, représenterait le bout du chemin. De nombreuses années de travail laborieux attendent encore le peuple du Darfour et ses amis en Afrique et dans le monde entier pour reconstituer le tissu social des communautés brisées.

Le conflit au Darfour exige que nous jetions les bases de la réconciliation au niveau communautaire. À cette fin, je suis heureux d'informer le Conseil que nous avons lancé un processus de préparation pour le dialogue interdarfourien et les consultations. Le Conseil se rappellera que l'an dernier, les parties avaient convenu qu'après la signature d'un accord de paix formel, la population du Darfour devrait avoir la possibilité de se réunir pour partager et prendre en mains cet accord afin d'approfondir et de renforcer la confiance en vue de consolider la paix et de travailler pour la réconciliation communautaire. Nous présenterons sous peu nos propositions définitives sur ce processus en vue de son examen et de son éventuelle adoption par les parties.

Même si l'Union africaine continuera de jouer un rôle de premier plan dans les aspects politiques du processus de paix et dans la mise en œuvre de l'accord envisagé, le rôle de nos partenaires sera également très important pour apporter un soutien et un encouragement tous azimuts, notamment sous forme de ressources et d'expertise financières, logistiques et humaines énormes, non seulement au dialogue lui-même, mais également à la mise en œuvre des accords conclus. Nous pensons que le processus de guérison au Darfour doit commencer immédiatement après la signature d'un accord de paix, mais ne nous attendons pas à ce que cela se fasse rapidement. La difficulté de la consolidation de la paix et de la réconciliation au Darfour exigera notre engagement collectif indéfectible bien au-delà de la fin des négociations d'Abuja.

Le 10 mars 2006, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adopté une résolution indiquant qu'il souhaitait voir un accord de paix global sur le Darfour avant la fin de ce mois. Nous travaillons

d'arrache-pied pour respecter ce délai. Nous présenterons très certainement nos propositions dans les jours à venir. La présence du Vice-Président Ali Osman Taha et de la délégation du SPLM a certainement donné un élan supplémentaire au processus. La présence des dirigeants des mouvements à Abuja est également un signe très encourageant et une condition *sine qua non* du règlement du conflit. J'espère sincèrement qu'ils resteront à Abuja pour dialoguer sans interruption, malgré l'apparition, au cours des dernières semaines, de faits susceptibles de les distraire ou de les détourner de leur tâche.

Les progrès accomplis ont été possibles grâce au soutien de nos partenaires, qui continuent à être bien représentés. Nous les consultons à chaque occasion. Notre ami, Jan Pronk, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan, se rend souvent à Abuja, et son équipe participe de près à tous les aspects de nos travaux. Je rends ici hommage à son énergie et à son dévouement. Ces partenariats ont été essentiels pour les progrès réalisés jusqu'ici. Ils le seront davantage lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre l'accord qui sera conclu.

Je voudrais à titre personnel, en tant qu'Africain, exprimer ma gratitude et ma satisfaction pour l'attention et le soutien constants que nous avons reçus du Secrétaire général Kofi Annan et du système des Nations Unies. Pour moi, qui ai eu le privilège de participer au processus de réforme des Nations Unies, il est gratifiant de voir l'ONU continuer à œuvrer de cette manière aux côtés d'une organisation régionale. Je suis heureux de faire partie d'une manifestation concrète de cette coopération dans le cadre de nos efforts communs en vue de régler le conflit au Darfour.

La difficulté pour le Conseil consiste non seulement à rester saisi de la crise actuelle et de notre processus de paix, qui n'est pas encore terminé, mais également à chercher les moyens de faire face aux difficultés auxquelles nous serons confrontés après le conflit.

J'espère que le Conseil continuera également d'aider la République du Tchad et le Soudan à trouver une solution aux problèmes qui persistent depuis un certain temps déjà. Nous soutenons sans équivoque l'Accord de Tripoli, mais nous gardons l'espoir que tout sera fait pour limiter les problèmes qui sont apparus, car la plupart d'entre eux ont une incidence directe sur les efforts que nous réalisons à Abuja, comme les négociations en vue d'un accord de cessez-le-feu l'ont révélé.

Enfin, je tiens à dire au Conseil une fois de plus que nous sommes à la dernière étape avant la conclusion d'un accord de paix au Darfour. La médiation est prête, et nous pensons que le moment est venu pour les parties de passer de l'argumentation à la décision. Je suis certain que lorsque nous aurons présenté nos propositions, nous recevrons le soutien sans équivoque de l'ONU et l'encouragement du Conseil pour que les parties signent cet ensemble de décisions sans plus tarder.

Le Président (*parle en chinois*): Je remercie M. Salim de son exposé.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite maintenant les membres du Conseil à poursuivre notre débat sur la question dans le cadre d'une séance privée.

La question est levée à 15 h 35.